

L'Adresse—M. Crouse

Des voix: Bravo!

M. Crouse: Lorsqu'il a pris la parole, le premier ministre a tenté de justifier sa politique économique stupide, cette politique stupide qu'il a appliquée pendant quatre ans et demi, en rejetant le blâme de la quasi-défaite de son gouvernement sur tout le monde sauf sur lui-même, comme cela se devrait. Je n'accepte et je n'accepterai jamais l'opinion du premier ministre à ce sujet, ni d'ailleurs celle de certains membres du parti libéral ici présents. Le député de Bruce (M. Whicher) a publiquement exprimé son mécontentement à l'égard de la direction de son parti, et la plupart des candidats libéraux vaincus en Alberta ont exigé une conférence nationale sur la politique du parti.

L'actuel gouvernement monoritaire est le cinquième de ce genre au cours des 15 dernières années, et le Canada commence à ressembler à la Quatrième République française dont l'instabilité provoqua de nombreuses élections. En fait, le peuple canadien a été appelé sept fois aux urnes depuis 1957, et je prévois qu'il le sera encore une fois avant la fin de l'année. Le vaisseau de l'État libéral ressemble un peu au Blue Nose II, monsieur l'Orateur, un bâtiment que vous connaissez. Il commence à être vermoulu par ci par là, il n'a plus de mâts, il y a des voies d'eau dans le bordage, les piliers internes sont faibles, et tout son équipement a besoin d'être remis à neuf pour enlever toutes les bernacles collées à sa coque.

Des voix: Bravo!

M. Muir: On sent une odeur de pourriture.

M. Crouse: Comme le disait un de mes collègues, il faut un nouveau capitaine.

Le discours du trône énonce une doctrine qui est unique et qui s'éloigne passablement de celle de 1968. Cette doctrine semble se résumer à ceci: tout pour l'Ouest, très peu pour l'Est. Comme nous venons de l'Est, nous venons en second lieu et je suppose qu'il faudra travailler plus fort.

Le premier ministre a affirmé que lui et son gouvernement allaient essayer de corriger leurs erreurs sans pour autant renier les principes libéraux, et il nous a donné quelques exemples. Il a mentionné le régime pénal et ses abus, la politique d'immigration du gouvernement et ses abus, les changements qui s'imposent aux programmes du MEER et au régime d'assurance-chômage. Après quatre années et demie de pouvoir, que le premier ministre et ses collègues sachent qu'il est plus que temps de reconnaître qu'ils devraient s'occuper de questions concrètes comme le chômage, le logement et la hausse du coût de la vie. Il va de soi que le gouvernement doit prendre en considération les prix croissants de l'enseignement et des soins médicaux, la diminution des ressources de la pêche, nos marchés agricoles, pour n'en nommer que quelques-uns.

Le discours du trône traite en termes généraux de certains de ces problèmes, et tout en paraissant prometteur, il ne traite de rien en termes précis et ne nous dit pas comment vont être réalisées les améliorations nécessaires. Je suppose que cela est dû au fait que pour le mariage du parti libéral avec le NPD, le premier ministre avait besoin de vieux et de nouveaux refrains, d'idées empruntées et de chansons tristes. Alors il a pris le bon vieux NPD et son manque de principes, et il a fait des emprunts nombreux dans le gros livre bleu des propositions du parti conservateur pour la campagne. Toutefois, ces agissements mettent le premier ministre dans la situation du petit garçon qui a copié les réponses pour un examen. Il connaît les

réponses, mais il ne sait toujours pas comment résoudre les problèmes.

Ce qui me préoccupe aujourd'hui, c'est que le premier ministre est sans doute convaincu qu'il s'occupe des problèmes les plus importants, puisqu'il a déclaré dans son discours que les péchés d'omission étaient rares et que, à son avis, le motif pour lequel il a perdu la majorité de son parti dépendait du manque de communication entre le gouvernement et le peuple. Ceci n'est rien d'autre qu'une absurde arrogance car le gouvernement est rempli d'informateurs, de conseillers, de bureaux régionaux, de bureaucrates et de planificateurs qui devraient être bien en mesure de transmettre au premier ministre et à ses collègues les opinions de l'électorat. S'ils ne l'ont pas fait, j'aimerais savoir quelles tâches ils ont accomplies qui ont coûté 10 millions de dollars par an pour Information Canada, organisme fondé par le présent gouvernement. Je suppose qu'il n'est jamais venu à l'esprit du premier ministre ni à celui du ministre des Transports, dont je viens d'entendre le discours, que l'électorat canadien comprenait seulement trop bien les renseignements qu'il recevait d'Ottawa et, étant donné qu'ils en avaient eu assez des manipulations, des slogans dépourvus de signification, des théories fantaisistes, des sucreries d'élection et de toutes les autres inepties qui accompagnent la projection d'un personnage, les électeurs ont suivi la seule voie qui leur était offerte, c'est-à-dire essayer, par l'intermédiaire du bulletin de vote, de libérer le pays d'un gouvernement libéral sans cœur, arrogant et dépourvu du sens des responsabilités.

Ils ont presque réussi et seul l'avenir dira si ce gouvernement frustré, dépité et vaincu profitera plus au Canada que le précédent. Franchement, j'en doute. Cela m'inquiète de lire dans le discours du trône que le gouvernement entend faire des propositions à l'égard d'une nouvelle politique nationale de communications. C'est une proposition que nous devons scruter soigneusement de notre côté. Je trouve que l'histoire des communications ressemble beaucoup à celle de la civilisation. Le progrès réalisé par l'homme se mesure bien à l'état de ses communications et si nous sommes mieux renseignés aujourd'hui, par exemple sur les conditions qui règnent sur la lune, c'est par suite des améliorations apportées à nos moyens de communication.

• (1250)

Il y a quelques années, Thomas Jefferson déclarait: «Si une nation croit pouvoir être ignorante et libre—elle croit à quelque chose qui n'a jamais existé et qui n'existera jamais». Et il poursuivait: «Là où la presse est libre et où tout le monde sait lire, la sécurité règne». Mais le mot imprimé et l'éducation des masses ne nous ont pas valu le paradis sur terre. Car l'homme peut se laisser persuader par le démagogue aussi bien que par le philosophe; parce que l'homme sait lire, il ne faut pas non plus en conclure qu'il saura nécessairement préférer le bien au mal. Dans notre civilisation d'aujourd'hui, il n'y a que quelques parties du monde où les peuples sont physiquement emprisonnés et bridés par leurs gouvernements. Toutefois, même si l'asservissement physique d'une population est rare, nous assistons aujourd'hui à des luttes et à des tensions pour subjuguer, non pas le corps de l'homme mais son esprit. Cette lutte se manifeste avec une intensité de plus en plus grande, de plus en plus subtile. Je tiens ces propos, car chaque jour nous entendons les expressions «lavage de cerveau», «persuasion subconsciente» ou «image». Ce sont les instruments dont les publicitaires se